

# NOUVELLES POLITIQUES

## NATIONALES ET ETRANGERES.

Duodi 2 nivôse, an V.

( Jeudi 22 Décembre 1796 ).

*Annnonce d'un armistice entre les armées françaises et autrichiennes. — Arrivée à Brest de la division navale commandée par Richery. — Présentation au directoire de sa garde constitutionnelle. — Départ du lord Malmesbury. — Reflexions sur les propositions de paix présentées par l'Angleterre. — Opinion de Dumolard sur l'établissement du journal tachygraphe. — Résolution qui ordonne le tirage par le sort des membres qui devront sortir du corps législatif.*

*Prix de l'abonnement, 9 liv. pour trois mois, 16 liv. pour six mois, et 30 liv. pour un an.*

### A L L E M A G N E.

*Extrait d'une lettre de Siegbourg, du 8 décembre.*

M. le général baron d'Elnitz ayant appris que quelques centaines de Français s'étoient avancés, le 3, pour fourager à Bechen, aux environs de Lindlar, donna ordre à 300 valaques, une trentaine de chasseurs tyroliens et 60 hussards de Blankenstein, de partir dans la nuit et de marcher dans le plus grand silence, afin de tâcher de surprendre l'ennemi. Cette expédition eut un grand succès; les français furent attaqués au moment où ils s'y attendoient le moins; après un léger combat ils furent mis en fuite; plusieurs d'entr'eux sont restés sur le champ de bataille, et 36, dont sept hommes à cheval, ont été faits prisonniers. Le détachement autrichien n'a pas perdu un seul homme.

*D'Ukerad, le 8 décembre.*

Hier, il est arrivé ici un courier avec la nouvelle que les Français avoient abandonné la tête de pont de Neuwied et s'étoient retirés entièrement sur la rive droite du Rhin. Comme cette évacuation a eu lieu en conséquence d'une convention arrêtée entre les généraux autrichiens et français, l'on en tire les plus heureux augures pour la cessation prochaine des hostilités.

*De Cologne, le 12 décembre.*

Aujourd'hui le passage du Rhin a été interdit, par ordre du commandant de la place; le pont-volant et toutes les barques ont été ramenés à la rive gauche. Ces mouvemens sont la suite d'un armistice conclu entre les généraux des deux armées.

### A N G L E T E R R E.

*De Londres, le 14 décembre.*

Hier le secrétaire d'état Dundas présenta à la chambre des communes un message du roi, qui annonçoit que malgré tous les efforts que sa majesté avoit faits pour maintenir

la bonne intelligence entre elle et le roi d'Espagne, toute négociation avoit été rompue inopinément par une déclaration de guerre, non provoquée, de la part de S. M. catholique. Sa majesté réclamoit en conséquence l'appui et les secours de son parlement. Ce message sera pris en considération demain; on présentera en même-tems à la chambre un manifeste en réponse à la déclaration de l'Espagne.

M. Ellis est parti d'ici le 11, rapportant au lord Malmesbury la réponse définitive sur les compensations qui doivent former les bases d'un plan de pacification. Les avis paroissent absolument partagés sur le succès de cette négociation.

Le troisieme jour après l'ouverture de l'emprunt de 18 millions sterlings, il y avoit à la bourse des souscriptions pour plus de 20 millions. Depuis ce jour-là, on a reçu d'Edimbourg les offres suivantes. La banque d'Ecosse souscrit pour 100 millions sterlings. La banque royale d'Ecosse pour la même somme; deux maisons de commerce d'Edimbourg pour 50 millions; beaucoup de particuliers ont souscrit pour de moindres sommes. A Glasgow, en 24 heures, il y a eu près de 100 millions souscrits. Il est arrivé aussi des différens comtés d'Angleterre un grand nombre d'offres du même genre; mais tout cela est arrivé trop tard. On ne peut pas douter que la menace d'une invasion ne soit l'aiguillon puissant qui a excité l'esprit public à ce point et déterminé tous les capitalistes et propriétaires à venir au secours du gouvernement. Si c'est l'intérêt personnel, il est du moins bien entendu et très-conforme à l'intérêt public.

Suivant des lettres de la Martinique, le convoi de Surinam pour la Hollande, consistant en 72 bâtimens, a été attaqué par les anglais qui en ont pris 69 et les ont conduits à la Martinique et à la Dominique.

L'amiral Vandput s'est emparé de deux vaisseaux espagnols, venant de la Havanne et richement chargés. Il les a conduits à Portsmouth.

### B E L G I Q U E.

*De Bruxelles, le 28 frimaire.*

Les lettres des bords du Rhin nous annoncent que les Français viennent de lever le camp de Mulheim, dont les troupes se sont repliées sur Dusseldorf. En

même tems, tous les ponts qui se trouvoient au-dessus et au-dessous de Cologne ont été retirés sur la rive gauche, et le passage du Rhin sévèrement défendu. On assure également que la tête du pont de Neuwied va être évacuée. Ce qui est certain, c'est que les armées du Nord et de Sambre et Meuse vont entrer en quartier d'hiver, et l'on assure même qu'il vient d'être conclu à cet égard un arrangement entre les généraux des deux partis dans la ville neutre de Neuwied. Quoi qu'il en soit, les espérances d'une paix prochaine commencent à renaître.

Les lettres de Wesel marquent que la cour de Vienne fait de nouveaux efforts pour augmenter ses armées d'Italie et tâcher par ce moyen de leur donner de la prépondérance sur celle de Buonaparte : il vient de partir de Vienne un superbe régiment de carabiniers et un régiment de cheval-légers qui se rendent à marches forcées dans le Tyrol. Divers corps d'infanterie sont aussi en marche pour la même destination, de même qu'un grand nombre de recrues destinées à compléter tous les régimens qui ont souffert par les derniers combats.

D'une autre part, les Etats de Hongrie viennent de prendre des mesures pour remplir leurs engagements. D'ici à la fin de décembre, il y aura déjà 30 mille recrues en marche pour les armées, et six mille chevaux de remonte; le reste sera fourni dans le courant de janvier. Outre cela, plusieurs nobles hongrois levèrent à leurs frais plusieurs régimens de hussards, qu'ils se sont engagés à entretenir de leurs deniers jusqu'à la fin de la guerre. On assure que le nouveau palatin de Hongrie se mettra bientôt à la tête de toutes ces forces.

Le ministre de la guerre, Pellet, vient d'écrire une lettre aux différentes administrations centrales des départemens réunis, pour leur enjoindre de prendre toutes les mesures qui sont en leur puissance, afin d'arrêter la désertion considérable qui se manifeste dans les armées qui bordent le Rhin. Elles devront sur-tout empêcher que des citoyens ne favorisent les déserteurs ou ne leur donnent asyle.

Parmi les anciennes impositions de la Belgique, étoit celle du vingtième sur les maisons. Un grand nombre de particuliers ne payant point payée depuis l'entrée des Français dans ce pays, le receveur de cet impôt vient de faire afficher que ceux qui ne s'acquitteront pas dans le plus court délai de ce qu'ils redonnent, seront mis à exécution militaire; en conséquence l'on enverra chez eux une garnison de plusieurs soldats, à qui il fourniront la table, le logement, et une livre en numéraire par jour pour chaque homme. Nouveau gage de notre nouvelle liberté.

#### F R A N C E.

*De Strasbourg, le 27 frimaire.*

Le général Saint-Cyr remplace provisoirement le général Desaix à Kehl. Les troupes sont relevées tous les deux jours.

La cessation du feu à Kehl n'a pas été de longue durée. Il a recommencé quelques heures après par un feu terrible sans interruption avec une telle force, que l'on croyoit que nos pièces de siège étoient devant nos remparts. Les fenêtres et les lits trembloient.

Le froid est cependant ici de plus en plus rigoureux. Tout ce que l'on sait jusqu'à ce moment, c'est que l'ennemi a fait quelques attaques, et qu'il a été repoussé comme à l'ordinaire. Les mortiers et les obusiers sont

bien servis et font beaucoup de mal; mais les canonniers ne sont pas adroits; ils tirent ou trop haut ou trop bas.

*De Brest, le 21 frimaire.*

La division commandée par le contre-amiral Richery, est arrivée à Brest aujourd'hui, venant de Rochefort; elle est composée de cinq vaisseaux, le *Jupiter*, le *Pégase*, la *Révolution*, la *Victoire* et le *Berwick*; la *Tartu*, la *Félicité*, l'*Embuscade* et la *Charlotte*.

L'expédition n'est point encore partie; mais elle semble n'attendre plus que les vents favorables: ils l'étoient ces jours passés; aussi plusieurs frégates étoient-elles déjà sorties hier; mais soit que les vents aient changé, soit qu'on ait signalé des forces ennemies supérieures, elles sont rentrées en rade.

Il est assez difficile de déterminer quelle est la véritable intention du gouvernement: il est arrivé depuis quelques jours un ordre d'armer encore promptement six vaisseaux, presque tous à trois ponts, et plusieurs frégates. Cependant, je le répète, rien ne paroît retarder le départ de la flotte, que les vents: tout est disposé aussi bien que les circonstances ont pu le permettre.

*De Paris, le 1<sup>er</sup> nivôse.*

La garde constitutionnelle du directoire lui a été présentée à sa séance publique d'hier. Le commandant-général Kircoy a prêté, au nom de cette garde, le serment d'un attachement inviolable à la constitution de l'an 3 et au gouvernement républicain. Après la réponse du président, la garde a défilé devant le directoire.

Après avoir parcouru tout le cercle des moyens évasifs et dilatoires de sa tortueuse diplomatie, le lord Malmesbury a enfin été forcé, à ce qu'il paroît, de s'expliquer catégoriquement.

Ses propositions étoient toutes contraires, ou à la constitution, ou aux loix, ou aux traités. Il proposoit à la France la honte et la perfidie.

Comme il ne faisait, à Paris, que recevoir et envoyer des paquets, on lui a enjoint de partir.

On écoutera cependant les propositions ultérieures de l'Angleterre, en correspondant par courriers.

Quelques journaux ont annoncé que le général Clarke étoit arrivé à Vienne, et qu'il avoit été signé un armistice. Cette nouvelle est prématurée.

( Ces articles sont extraits du Rédacteur ).

Le lord Malmesbury, avec une partie de sa suite, est parti de Paris ce matin.

L'*Unité*, corsaire de Boulogne, capitaine Carry, armé de six canons, a capturé, le long de la côte d'Angleterre, un brick anglais nommé la *Diligence*, qu'il a expédié pour France.

Le même corsaire avoit amariné et pris à la remorque un sloop de la même nation qu'il a été obligé d'abandonner pour faire face au *Siran*, cutter appartenant à la domanie britannique, l'un des meilleurs voiliers d'Angleterre, armé de 14 canons et doublé en cuivre. Après huit heures de combat, bord à bord, le capitaine Carry, voyant qu'il ne lui restoit d'autre ressource que l'abordage contre un ennemi aussi supérieur en forces, dit à son équipage:

Mes amis, en Angleterre l'instant, au souterent à en son cap aucun frang capitaine Ce

La paix ! le crime d'a gouvernement B parce qu'il que peut l'i à laquelle i commerce. I que celles qu

Il parloit prix de ses tution de ce en exigeant reté, et de Loin de no quêtes, pou loin de nous resitue rien commerce d

Qu'on va imposture, bien de fléa avec joie :

C'étoit aujo gereuse effe les gouvern pere trouve général, et quelquefois vers les voi contrée.

Ah ! loin volution : lo qui ferait t vernement ; tion est-il cipes révolu loient-ils ? On a quelq jamais a-t-c pulaire ; c'e core aujourd

La politici un ennemi davantage d Vous qui ca eulez-vous tés, pourro d'audace ?

Nous ne nous. Vous vous détrui besoins du jusqu'aux b portez à la

Mes amis, il faut aborder ce cutter, ou aller prisonniers en Angleterre; abandonnés, s'écrierent les matelots, et à l'instant, au moment d'une manœuvre bien dirigée, ils sautèrent à bord du cutter, qui s'est rendu, après avoir en son capitaine tué et cinq ou six hommes blessés; aucun français n'a reçu la moindre blessure. Le brave capitaine Carry est entré au Havre avec sa prise.

La paix !.... elle s'éloigne : quel gouvernement portera le crime d'avoir repoussé la paix de l'Europe? C'est le gouvernement anglais. Que tout s'unisse contre le gouvernement barbare qui spéculé sur la ruine du continent, parce qu'il en est séparé. Il a tout calculé, hormis ce que peut l'indignation des Français, et celle de l'Europe à laquelle il ose montrer le projet d'envahir tout son commerce. Fut-il jamais de prétentions plus insolentes que celles qu'il dévoile?

Il parloit de compensation, et il veut garder tout le prix de ses victoires faciles, en exigeant de nous la restitution de ce qui fit le prix de nos périlleuses victoires, en exigeant la restitution de ce qui importe à notre sûreté, et de ce qui nous a été cédé par des traités de paix. Loin de nous la folie de retenir à la fois tant de conquêtes, pour la plupart inutiles à notre prospérité; mais loin de nous aussi la honte de céder à un ennemi qui ne restitue rien, et qui s'établit le dominateur absolu du commerce du monde.

Qu'on vante sa politique, je détesterais toujours son imposture, son arrogance, sa froide cruauté. Il sait combien de fléaux il ramène sur l'Europe; il les contemple avec joie : mais ces fléaux ! ils l'atteindront un jour. C'étoit aujourd'hui qu'il étoit tems de calmer cette dangereuse effervescence qui travaille les peuples et déchire les gouvernemens; il ranime toutes ces passions et il espère trouver un abri contre elles; il s'enrichit à l'incendie général, et il alimente, attise l'incendie; mais le vent quelquefois vient détourner les flammes et il la reporte vers le voisin perfide qui sourioit à l'embrâsement de la contrée.

Ah ! loin de moi, ces vœux de destruction, de révolution : loin de moi la pensée de tous ces désastres, qui feroit tomber sur un peuple les crimes de son gouvernement; mais le principe d'une guerre d'extermination est-il donc moins odieux que ne le sont les principes révolutionnaires eux-mêmes? Nos tyrans, que voulaient-ils ? que faisoient-ils ? une guerre d'extermination. On a quelquefois exterminé une peuplade grossière, mais jamais a-t-on songé à exterminer la nation la plus populaire; celle qui fût la plus florissante et qui est encore aujourd'hui la plus redoutable de l'Europe.

La politique a toujours craint de pousser au désespoir un ennemi même vaincu, combien doit-elle craindre davantage de pousser au désespoir un ennemi victorieux. Vous qui calculez notre épuisement, notre misère, calculez-vous ce que tant de maux qui vous seront imputés, pourront inspirer contre vous de ressentiment et d'audace?

Nous ne souffrons point seuls, l'Europe souffre avec nous. Vous envahissez mille moyens de commerce; mais vous détruisez les consommateurs. La guerre chasse les besoins du luxe, et c'est le luxe qui pousse le commerce jusqu'aux bornes du monde. Tous les coups que vous portez à la tranquillité de l'Europe se font chaque jour

sentir davantage à votre commerce. L'or même que vous poursuivez par-tout fuit déjà de votre île, nos besoins ne l'y portent plus.

L'Europe a promis toute sa haine à celle des puissances belligérantes qui se montreroit l'ennemie de la paix. L'Europe voit aujourd'hui votre orgueil dominateur; elle n'a pardonné encore à aucun de ceux qui ont tenté de l'asservir et de l'humilier; elle a toujours su le punir.

Pour nous, vous nous rendez encore mille fléaux, hormis un seul, le regne des tyrans intérieurs. La révolution ne reprendra plus sa route ensanglantée, et vous n'aurez plus la ressource cruelle de voir nos fureurs et nos crimes justifier vos crimes politiques.

LACRETELLE le jeune.

## CORPS LEGISLATIF.

### CONSEIL DES CINQ-CENTS.

Présidence du citoyen QUINETTE.

Suite de la séance du 30 frimaire.

Dumolard a parlé le premier contre l'établissement du journal proposé par Daunou : dans un discours aussi bien écrit que bien pensé, il a démontré que ce journal seroit dangereux et contraire à la constitution.

De quel poids, dit-il, ne seroit pas dans un état la distribution exclusive de la renommée, dans la main d'un seul homme ou dans celle du gouvernement? Il seroit doux de devenir les protégés ou les directeurs du tachygraphe; mais ceux qui ne veulent être ni menés, ni meneurs, n'y trouveront point leur compte. Je me soucie peu d'une calomnie distillée par un journaliste sans caractère, et que relève un autre journaliste.

Mais s'il plaît au tachygraphe de calomnier, où sera l'antidote de son poison, puisqu'il tiendra seul la trompette de la renommée.

La constitution veut la publicité de nos séances : malheur au lâche ou à l'intrigant qui tenteroit de la tourner en ridicule; mais le mode que propose la commission pour assurer cette publicité, ressemble aux caresses de ces animaux qui étouffent leurs petits à force de les embrasser.

Cette publicité consiste à nous soumettre à la censure de tout citoyen qui veut nous juger. Je n'approuve pas l'insolence de l'homme privé; mais je crains l'ambition du gouvernement. On ne peut nier que le tachygraphe ne soit à la disposition du corps législatif, et l'on veut qu'il soit le seul écho de nos opérations; ainsi on abandonne la direction de la publicité à ceux même sur qui doit peser la publicité.

Est-ce sérieusement qu'on a traité de privilèges les tribunes accordées aux journalistes? Ne les partage-t-on pas dès qu'on entreprend un travail de la même nature? Le privilège est là, où un seul peut agir, et c'est ce qu'on propose en faveur du tachygraphe.

C'est se jouer des représentans du peuple que de présenter, sans aperçu de dépenses, un projet d'établissement ruineux pour la république, quand les fonctionnaires et les rentiers meurent de faim.

Un membre a parlé dans le même sens que Dumolard; Daunou a entrepris ensuite de répondre à toutes les objections; il a soutenu que le tachygraphe n'auroit aucun des inconvéniens qu'on redoute, et sur-tout qu'il ne seroit pas aussi coûteux qu'on l'a dit.

Pastoret prend la parole; il se plaint d'avoir été at-

taqué personnellement par Daanou ; celui-ci proteste que ce n'a pas été son intention. Pastoret soutient ensuite, de nouveau, que le journal dont il est question sera contraire à la constitution. Les murmures et les cris ferment la discussion, l'ont perpétuellement interrompu : les murmures se sont même fait entendre quand Pastoret, comme Dumolard, a fait valoir contre les dépenses du tachygraphe la pénurie des pensionnaires et des rentiers. Enfin le conseil a pris la décision que nous avons fait connoître.

Séance du 1<sup>er</sup> nivôse.

On a procédé au renouvellement du bureau ; Jean Debry est président. Les nouveaux secrétaires sont Gautier (du Calvados) Réal, Villers et Roger-Martin.

Le conseil a adopté ensuite le projet de résolution qui détermine la manière dont on désignera ceux des membres du corps législatif qui devront en sortir après les prochaines élections. C'est le sort qui en décidera et le tirage se fera en ventôse.

Pastoret expose, qu'un membre du directoire doit aussi être remplacé en prairial ; c'est le sort qui en décidera entre les cinq membres qui composent et exercent actuellement le pouvoir suprême : comme cette opération sera des plus importantes, il propose que la même commission présente un projet de résolution sur la manière dont ce tirage au sort devra se faire.

Hardy à la parole : il est, dit-il, une autre question non moins importante, dont je demande aussi le renvoi à la même commission, c'est de savoir si le membre du directoire qui doit être remplacé, le sera avant ou après l'arrivée du nouveau tiers. ( De violens murmures interrompent Hardy. )

Hardy. — Si c'est le nouveau tiers qui élit, il le fera sans connoître. . . . ( On murmure ).

Un membre qui a siégé trois ans dans le corps législatif, connoît mieux les hommes et les choses. . . . ( Nouveaux murmures ).

L'esprit de parti s'emparera des nouveaux venus. . . . ( Les murmures recommencent ). On me dira que les membres qui arriveront des départemens sont plus dépouillés de passions et de préjugés, et cette objection a quelque poids ; ils seront plus dépouillés d'esprit de parti que beaucoup de ceux qui siègent dans cette enceinte.

Les murmures continuent : Hardy se fâche. C'est ainsi, s'écrie-t-il, que sous Robespierre ( on murmure davantage ).

On murmure, s'écrie Hardy, pour que les journaux disent après qu'on a murmuré.

Hardy parle encore quelque tems au milieu du bruit : plusieurs membres étoient à la tribune.

La parole est à Thibaudeau. Ce n'est pas, dit-il, par des suppositions plus ou moins adroites sur la moralité du nouveau tiers. . . .

Des murmures interrompent l'opinant.

Plusieurs voix. — C'est cela.

Thibaudeau : Je n'abuse pas de la parole ; je ne parlerai jamais le premier d'esprit de parti ; mais quand on a avancé que la motion faite à l'instant avoit pour objet de dé-

jouer cet esprit de parti, je dois répondre à cette imputation, j'ose dire calomnieuse, pour le corps législatif et pour le peuple français.

Thibaudeau démontre, par un décret formel dont il donne lecture, que le membre du directoire qui doit être remplacé, ne le doit être par le corps législatif qu'après l'arrivée du nouveau tiers.

Il veut répondre ensuite à quelques assertions hasardées de Hardy. Un mouvement général lui prouve que cela n'en vaut pas la peine ; et la proposition de Hardy est rejetée par la question préalable.

Nota. Nous donnerons le reste de la séance ; le conseil a adopté le rapport de la résolution sur les moyens de pourvoir aux dépenses de la guerre ; Camus a annoncé qu'après-demain la commission des dépenses fera son rapport sur les moyens de pourvoir aux dépenses de la guerre.

Le directoire envoie deux messages.

Le premier, relatif à la situation des finances, pendant l'an IV, a été renvoyé à la commission des finances sans être lu.

Par le second, le directoire annonce que depuis son dernier message il n'a pas reçu de nouvelles officielles des colonies d'Occident ; mais que les événemens désastreux dont quelques journaux ont parlé sont démentis par une lettre écrite de la nouvelle Angleterre par un ex-ordonnateur de Saint-Domingue, parti de cette île postérieurement au tems où on supposoit que ces événemens avoient eu lieu.

Bourse du 1<sup>er</sup> nivôse.

Amsterdam . . . . . 60 $\frac{1}{4}$ 61.	Bordeaux . . . . . $7 \frac{5}{8}$ perte.
Hambourg . . . . . 193 $\frac{1}{2}$ 190 $\frac{1}{2}$ .	Or fin . . . . . 101 liv. 10 s.
Madrid . . . . . 11 liv. à 2 mois.	Ling. d'arg. . . . . 50 liv. 8 s. 3 d.
Cadix . . . . . 10 l. 17 s. 6 d. à 2 m.	Piastre . . . . . 5 l. 4 s. 3 d. à 6.
Gènes . . . . . 92.	Quadruple . . . . . 79 l. 2s. 6 d. à 5.
Livourne . . . . . 103.	Ducat d'Hol. . . . . 11 l. 8 s.
Bâle . . . . . $\frac{1}{2}$ perte à 2 $\frac{1}{2}$ à 3 mois.	Souverain . . . . . 33 l. 17 s. 6 d.
Lausanne . . . . . idem.	Guinée . . . . . 25 l. 1 s.
Londres . . . . . 24 liv. 7 s. 6 d.	Mandat ; 2 l. 7 s., 7 $\frac{1}{2}$ , 8.
Lyon . . . . . au pair.	7 $\frac{1}{2}$ .
Marseille . . . . . 1 bénéf.	

Esprit  $\frac{2}{3}$ , 510 liv. — Eau-de-vie 22 deg., 380 liv. — Huile d'olive, 1 liv. 6 s. — Café Martinique, 1 liv. 18 s. — Café Saint-Domingue, 1 liv. 15 s. 6 d. — Sucre d'Ham-bourg, 2 liv. 1 s. — Sucre d'Orléans, 1 liv. 17 s. — Savon de Marseille, 18 s. 6 d. — Chandelle, 12 s. 6 d.

Considérations sur la première formation des langues et le différent génie des langues Orientales et composées, traduites par A. M. H. B. . . ., de l'anglais d'Adam Smith, professeur de philosophie morale dans l'université de Glasgow & auteur du traité de la Richesse des Nations. A Paris, chez Ballio & Colas, imprimeurs, vieille rue du Temple, n<sup>o</sup>. 76, & chez Denis, rue Haute-feuille, n<sup>o</sup>. 21.

Ce petit ouvrage d'un auteur justement célèbre, contient peut-être les vues les plus ingénieuses & les plus philosophiques qu'on ait publiées sur la formation des langues. La traduction en est très-exacte, ce qui n'est pas un mérite commun.

NO

Tri

Départ de comices. - réunion d'actions entr

Prix de 16 liv. po

Le sénat tivement au tenir les c vidus qui o semblassent. les malveill étoit d'entre ames. Il le l'objet de c des députés accepter ou posée. Le qui oseroien il ne procé blic qui lui nouvellement, ans aux trav Les curés r rapports des L'assembl ntoire se ti

Le citoyen a été nommé qualité de c qui est obli fimaire den

Madame avoir reçu donna lieu